

EIDGENÖSSISCHE STIPENDIENKOMMISSION FÜR AUSLÄNDISCHE STUDIERENDE
COMMISSION FÉDÉRALE DES BOURSES POUR ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

N O T E

S 67/46

concernant l'activité de la Commission fédérale des Bourses
pour Etudiants étrangers

L'action suisse des bourses pour étudiants étrangers ne peut être, à l'instar de ce qu'elle est pour les grands pays, le prétexte à propagande nationale et politique. Nous devons nous limiter à un effort restreint et persévérant, en donnant à la sélection de chaque candidat et à la réussite de ses études, l'importance primordiale. C'est la conclusion à laquelle arrive notre Commission après une activité régulière et méthodique de sept ans, au cours desquels elle a pu préciser les lignes générales de sa politique et accumuler des expériences.

Parmi les cent bourses données chaque année, approximativement 50 sont destinées à des étudiants de pays développés et 50 à des pays en voie de développement.

Le premier groupe permet en général une sélection facile et de qualité, surtout dans les pays lointains comme le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc. Les candidats sont nombreux, la sélection est en général facile, le résultat de l'expérience heureux. Ces étudiants sont vite assimilés, bénéficient d'une bonne formation de base et apprécient leur séjour d'études en Suisse, d'une durée d'un ou de deux ans.

Les pays d'Europe - à l'exception de ceux dont les frontières sont limitrophes et pour lesquels nous disposons de bourses d'échange - nous envoient des candidats de qualité moyenne. C'est le cas pour les

- 2 -

pays scandinaves, pour la Hollande, pour la Belgique, etc. Certes il y a des exceptions, en particulier pour certains étudiants qui viennent travailler à l'Institut de Hautes Etudes internationales.

Les premières expériences faites avec les pays de l'Est sont loin d'être défavorables.

En mettant à profit une collaboration plus étroite avec les responsables de nos centres de recherche, nous pourrions probablement mieux utiliser nos bourses pour l'Europe, en cherchant des candidats post-gradués qui pourraient travailler avec profit une année dans un laboratoire ou un institut de notre pays.

En résumé, sur le plan du rayonnement scientifique et culturel de notre pays, l'effort réalisé au profit des pays développés est certainement heureux.

Pour les pays en voie de développement, la sélection et l'opportunité d'études en Suisse sont des problèmes essentiels. La sélection est toujours difficile car le favoritisme règne dans beaucoup de ces pays et la formation scolaire de base est insuffisante. En outre il importe de faire venir en Suisse des étudiants du Tiers-Monde qui réellement auront un grand profit de leurs études chez nous et qui ne pourraient pas les accomplir dans leur pays d'origine. Par exemple, il n'est pas utile, sauf exception, d'encourager de jeunes Africains à faire toutes les études de médecine en Suisse; elles sont longues et pas appropriées à une médecine de brousse. Par contre il est opportun de former quelques spécialistes (pédiatres, gynécologues, etc.) qui ont déjà acquis dans leurs universités une formation générale. Ces exemples indiquent que notre effort doit être fait "sur mesure".

L'expérience nous a appris qu'une ou deux bourses offertes à une série de pays ne permettent pas d'organiser une sélection et donnent en général de mauvais résultats. La Commission désire, dans l'avenir, porter toujours plus son effort sur les pays où elle sait

pouvoir faire une sélection valable. C'est ainsi qu'il lui a paru opportun de préparer des actions spéciales dans les pays où elle a le maximum de chances de faire un choix favorable. Il importe de préciser selon les expériences faites, ses centres d'intérêt :

Pour cette année et les années prochaines, nous pensons faire un effort pour former des économistes provenant d'Amérique latine, en les envoyant dans des écoles et facultés allemandes, qui ne reçoivent jusqu'à présent qu'un petit nombre de boursiers.

En même temps un effort semblable, mais plutôt dans une direction technique, serait fait dans les pays africains francophones, en particulier Madagascar.

Nous pourrions ainsi constituer de petits noyaux, de petites volées qui recevront obligatoirement, à Fribourg, une année d'enseignement propédeutique, même si les Malgaches sont au bénéfice d'un bachot français qui leur permettrait d'entrer dans une université française. L'expérience nous a appris que leurs connaissances de base sont insuffisantes, en particulier pour faire ensuite leurs études à l'EPUL.

Nous regrettons de ne pouvoir mettre à la disposition de chacun de nos représentants diplomatiques quelques bourses qu'ils puissent offrir comme témoignage d'intérêt manifesté par la Suisse aux pays où ils sont accrédités. Nous ne pouvons nous rallier à cette politique. En effet nos universités sont cantonales, elles sont en droit de refuser des candidats médiocres et l'Ecole polytechnique fédérale est toujours plus difficile à l'égard d'étudiants qui n'ont pas les titres et les diplômes permettant une immatriculation régulière. Nous ne pouvons, avec le régime de nos universités, appliquer, comme le font de grands pays, des conditions spéciales aux étudiants des pays en voie de développement. Nous n'avons pas chez nous d'université Lumumba. Si nous suivons une autre politique, nous verrons se fermer pour nos boursiers nos universités et le Poly. D'autre part,

- 4 -

l'afflux d'étudiants suisses dans nos hautes écoles fait que la sélection des étrangers devient toujours plus rigoureuse.

Enfin l'échec d'un boursier étranger, au cours de ses études, ce qui l'oblige à rentrer chez lui, est un événement lourd de conséquences. L'étudiant garde un ressentiment contre notre pays et il n'a pas bénéficié de notre aide.

En matière de conclusion, nous désirons remercier le Département politique fédéral de nous avoir donné l'occasion d'exposer à nos représentants à l'étranger les problèmes posés par notre action. Nous leur sommes reconnaissants de leur collaboration sans laquelle nous ne pourrions rien faire et nous sommes prêts à entendre leurs critiques et leurs suggestions. Notre tâche n'est pas facile, la leur non plus, mais le bilan de notre effort commun est nettement positif et il y a dans le monde déjà des centaines de jeunes gens qui sont reconnaissants à notre pays de la solide formation professionnelle et universitaire qu'ils ont acquise et de l'accueil dont ils ont bénéficié.

Prof. Eric Martin

Président de la Commission fédérale
des bourses pour étudiants étrangers

26.7.67